

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

12 JAN. 1999

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 1er août 1979 à M. Yves-Marie ROLLAND pour l'exploitation à LANNION au lieu-dit « Kerverder » d'un élevage de 19 000 volailles ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 août 1981 autorisant M. Hervé ROLLAND à installer et exploiter à LANNION au lieu-dit « Kerverder » un élevage juxtaposé à l'élevage déclaré susvisé, de 30 000 volailles ;
- VU la demande présentée par M. Hervé ROLLAND demeurant à LANNION au lieu-dit « Kerverder » en vue de la régularisation de la situation administrative, à cette adresse (section A2 n°523), de 11 500 animaux équivalents (poulets de chair) en extension des élevages déclaré et autorisé susvisés avec la mise aux normes du plan d'épandage, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de KERBORS (du 23 juin 1998), LANNION (du 29 juin 1998), PLEUMEUR GAUTIER (du 11 juin 1998), SAINT QUAY PERROS (du 17 juillet 1998) et PERROS GUIREC (du 27 juillet 1998) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de la Protection Civile, des Affaires maritimes ainsi que celui du Sous-Préfet de LANNION émis respectivement les 3 août 1998, 26 juin 1998, 15 mai 1998 et 1er octobre 1998 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 septembre 1998 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 20 novembre 1998 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

M. Hervé ROLLAND demeurant à LANNION au lieu-dit « Kerverder » est autorisée à exploiter à cette adresse (section A2 n°523), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 61 000 animaux équivalents (poulets de chair) de plus d'un mois en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

ARTICLE 2 -

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2°) **Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :**

- le pétitionnaire devra installer à moins de 200 mètres de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LANNION pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Hervé ROLLAND.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Hervé ROLLAND dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration de 1er août 1979 et l'arrêté préfectoral du 25 août 1981.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Prefet de LANNION
Le Maire de LANNION

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Hervé ROLLAND pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de KERBORS, PLEUMEUR GAUTIER, SAINT QUAY PERROS, PERROS GUIREC et PLEUMEUR BODOU pour information.

SAINT-BRIEUC, le 10 DEC. 1998

LE PREFET,

**Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,**

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau*

Christian RAYMOND

Signé: Denis DOBO-SCHOENENBERG